

**PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules avenue de l'Europe, en raison de la modification d'un panneau publicitaire ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – du **Lundi 15 Janvier 2024 au Vendredi 19 Janvier 2024**, de façon permanente, la circulation des véhicules s'effectuera en chaussée rétrécie boulevard de l'Europe, à 30km/h aux abords du chantier, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 2 – **Durant la période définie à l'article 1^{er}**, seuls les véhicules de la société Décaux sont autorisés à stationner au bord de la chaussée, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

- Des panneaux de signalisation réglementaire type AK3 et AK5 et des cônes seront positionnés en amont et au tour du chantier en protection des agents et du véhicule.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

11 JAN. 2024

Fait à Pau le 11 Janvier 2024



Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public